

Interview de Jacques Santer: la conception démocrate-chrétienne de l'Europe unie (Sanem, 6 avril 2006)

Source: Interview de Jacques Santer / JACQUES SANTER, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Sanem: CVCE [Prod.], 06.04.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:11:48, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_santer_la_conception_democrate_chretienne_de_l_europe_unie_sanem_6_avril_2006-fr-9affa556-e8d8-45e5-b715-c4636e6c7d88.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jacques Santer: la conception démocrate-chrétienne de l'Europe unie (Sanem, 6 avril 2006)

[Étienne Deschamps] Quelle était à ce moment-là, et aujourd'hui encore, la conception démocrate-chrétienne de l'Europe unie?

[Jacques Santer] C'était la conception vraiment de nos pères fondateurs encore, qui étaient tous des démocrates-chrétiens et qui avaient notre conception – je dirais – de la démocratie chrétienne pure et dure, de celle qui était fédérale, conception fédérale ou communautaire, comme on dit aujourd'hui. Mais basée sur les deux principes de la subsidiarité et de la solidarité et également sur le personnalisme, tel qu'il a été préconisé par Jacques Maritain, qui était le grand précurseur de la démocratie chrétienne. C'est d'ailleurs très curieux de constater que le grand précurseur de la démocratie chrétienne était français, alors que par après, les partis se sont plus ou moins distancés. En France, la démocratie chrétienne, telle qu'elle était pratiquée par Robert Schuman ou par Georges Bidault, ou Poher était l'un des derniers avec Lecanuet, ou même Jacques Barrot maintenant, qui était le dernier secrétaire général du parti en France. Donc, c'était vraiment des hommes qui étaient comme nous autres encore aujourd'hui. Le Parti chrétien-social au Luxembourg, comme dans les pays du Benelux, qui ont gardé – je dirais – leur identité propre de démocrate-chrétien, qui par après se sont alliés avec d'autres qui ont adhéré à leur programme.

C'est pour ça, on avait dénommé le parti démocrate-chrétien, Parti populaire européen. D'ailleurs, il faut dire que dans certains pays où il y avait des formations démocrates-chrétiennes, on l'appelait déjà parti populaire, comme par exemple en Italie avec Don Sturzo, qui était le Parti *popolare*. Lorsque moi-même j'étais président du Parti populaire européen, une de mes premières tâches était précisément de voir de quelle façon on pouvait promouvoir la démocratie chrétienne dans les nouveaux Etats membres de l'Union européenne, particulièrement en Espagne et au Portugal.

Et moi, j'ai réussi à l'époque à fusionner tous les partis – je dirais démocrates-chrétiens – qui existaient avant la guerre civile, mais qui n'avaient aucune chance de remporter des élections, avec Ruiz-Giménez, avec Rupérez, etc., avec les nouveaux partis, l'*Alianza popular* de l'époque, qui était quand même dominé par des éléments plus à droite, comme Fraga. J'avais à l'époque la chance d'avoir au Conseil de l'Europe – le secrétaire général du Conseil de l'Europe – Monsieur Marcelino Oreja, qui était le premier ministre des Affaires étrangères après Franco. Avec lui, à partir de Luxembourg, nous organisions alors le regroupement des partis démocrates-chrétiens et centristes ou de centre droit en Espagne. Mais c'était très difficile, parce que d'abord il y avait des questions de personnes qui se posaient. Il y avait trois ou quatre partis démocrates-chrétiens et qui n'avaient pas beaucoup d'audience dans les élections. Mais il y avait des grandes personnalités qui dirigeaient ces pays et qui étaient anti-franquistes, qui étaient dans l'opposition de Franco. Et d'un autre côté, il y avait ceux qui ont évolué par la suite, mais en partie étaient quand même liés au gouvernement de Franco, surtout plus tard, comme Fraga. Alors, il fallait trouver les moyens pour les allier. Alors on avait trouvé pour Fraga, qui avait déjà un certain âge, de l'éloigner vers sa province et de prendre un vice-président, un tout jeune, qui n'avait pas connu le régime franquiste. C'était quelqu'un qu'on ne connaissait pas du tout à l'époque, c'était Monsieur José María Aznar, qui était inspecteur des Finances et qu'on chargeait de la vice-présidence, chargée des relations internationales et européennes. Au prochain congrès, c'est lui qui était devenu président du parti *Popular*. Et les autres démocrates-chrétiens, on leur a cherché une alliance avec eux, par exemple Rupérez était nommé président de la commission parlementaire au Sénat, ou par après chargé également des relations européennes etc. Ruiz-Giménez était devenu l'ombudsman. C'était lui qui était le président de Pax Romana, qui a d'ailleurs été l'avocat de beaucoup d'opposants pendant le régime Franco. Donc, il y avait des personnalités très fortes mais il fallait les unir, et on a discuté de longues journées. Et c'est à Luxembourg-même, peu de gens le savent, qu'on les a fait venir et on a scellé l'alliance pour le nouveau parti *Popular* espagnol sous la présidence de Aznar. Ça s'est fait dans mon bureau, lorsque j'étais Premier ministre à Luxembourg. Et on a scellé l'alliance dans le restaurant d'en face, avec Monsieur Marcelino Oreja. Ça c'est passé en dehors de toute la presse. C'est pour ça, on s'est lié ici au Luxembourg, donc en dehors de toute communication officielle. Je crois que ça, c'est une grande réussite à l'époque. D'ailleurs, ça s'est payé par après. Aznar a pris la relève de Felipe González à l'époque, ce qui n'était pas facile parce que Felipe González était également devenu un grand chef de gouvernement, très européen, très pro-européen.

Ça c'était pour l'Espagne, pour le Portugal c'était également un peu difficile, parce que là, il y avait Freitas do Amaral, qui est maintenant l'actuel ministre des Affaires étrangères, mais à l'époque, il était le dernier chef de cabinet de Salazar. Et il avait le parti centriste, il était le chef du parti centriste, et puis il y avait le Parti social-démocrate comme il s'appelait, sous la présidence de Cavaco Silva. À l'époque, on avait dans les statuts, si un parti démocrate-chrétien, ou un parti membre du Parti populaire européen, s'opposait à l'entrée d'un autre parti du même pays alors il ne pouvait accéder à cela. Il y avait toujours une représentation assurée et comme ça, Freitas do Amaral s'opposait au parti social-démocrate, qui alors, rejoint le rang des libéraux, mais qui était démocrate-chrétien quant au fond.

Il y avait encore auparavant le leader, qui malheureusement est décédé dans un accident, leader portugais, que j'avais rencontré à plusieurs reprises. Que j'avais rencontré également à Luxembourg à plusieurs reprises et qui malheureusement est décédé. Donc, il y avait Cavaco Silva qui a pris la présidence et tout cela c'est nouveau. Il y avait de nouveau des changements, des chambardements dans ce pays, de sorte que le parti de Freitas do Amaral, où Freitas s'est retiré à la suite de difficultés internes, et il ne s'est plus prononcé pour la droite, alors qu'il a été exclu du Parti populaire européen. Alors c'était la chance pour donner la représentation au sein du parti à Cavaco Silva. Et de cette façon-là, on a reformulé un peu le paysage à travers notre parti, également à l'intérieur des différents Etats membres. C'est un aspect, à mon sentiment, que peu de gens connaissent, même ceux qui sont liés à la politique. Et c'est pour cela, pour répondre plus précisément à votre question, que les partis européens ont un rôle à jouer, surtout maintenant où l'Europe s'élargit. Surtout maintenant, où c'est beaucoup plus difficile également de faire une distinction entre les démocrates-chrétiens et d'autres, centristes ou pas centristes, etc. Surtout dans des pays qui ont une autre histoire, comme les pays baltes par exemple. Où voulez-vous faire la distinction entre les centristes et non-centristes? C'étaient des pays où il y a les partis qui sont formés seulement depuis peu, qui n'ont aucune histoire avant, parce qu'ils adhéraient à l'Union soviétique. Donc, il y avait un parti unique, c'était un parti communiste et unique qui par après, s'est disloqué etc. C'est là le sens à mon sentiment des partis européens de voir dans chaque Etat-membre, comment assurer sa propre représentation. C'est aujourd'hui, même avec les pays nouveaux, comme la Pologne par exemple, comme la Hongrie, où il y a maintenant les élections etc., où il fallait chercher des répondants. Maintenant par exemple Fidesz, de Viktor Orbán (qui était l'ancien Premier ministre et qui se représente de nouveau comme Premier ministre) est notre correspondant, mais il fallait le trouver. Il fallait lui donner une plateforme, il fallait l'aider dans sa démarche etc. Par exemple la Roumanie ou la Bulgarie etc. Donc, il y a un foisonnement de partis qui se réclament toujours d'un idéal démocrate, pas toujours chrétien, mais démocrate populaire etc. Et alors, ce qui est dès lors essentiel, c'est que vous ayez un programme. Il faut établir un programme, ou une plateforme de programme, où on dit au moins – même si cela ne se retrouve pas dans leur dénomination – les pays au moins s'engagent à respecter ce programme dans leur campagne nationale et européenne. Et c'est là un peu le rôle des partis européens, je dirais, et maintenant je constate que les partis européens se forment à gauche comme à droite etc. C'est une étape importante et, je dirais, essentielle pour le développement également de la démocratie ou d'un esprit démocratique dans nos institutions européennes.